

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORGAL

Route de la Chimie
Zone Industrielle
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20250603_VI_NORGAL_AN25 Pertes d'utilités
Code AIOT : 0005800521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement NORGAL implanté Route de la Chimie Zone Industrielle 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 30/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 "perte de l'alimentation électrique".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORGAL
- Route de la Chimie Zone Industrielle 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800521

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Norgal assure la réception, le stockage et l'expédition sous forme vrac de gaz de pétrole liquéfiés de type propane et butane. L'approvisionnement se fait par navires et par pipes, l'expédition se fait essentiellement par camions-citernes, par wagons-citernes et par pipes. Le site comprend trois réservoirs de stockage de GPL (sphère TS1, réservoir cylindrique TK1 et réservoir cylindrique TK3), des installations de chargement par camions ou wagons et un appontement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
4	Dispositifs de secours électrique (visualisation tests matériels)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
6	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portant sur le thème des dispositions prises par l'exploitant en cas de perte de l'alimentation électrique n'appelle pas de remarque particulière au regard du référentiel de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié. En effet, les inspecteurs constatent que l'exploitant a pris des dispositions organisationnelles et techniques en cas d'évènement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Ce point de contrôle a pour vocation de comprendre globalement l'organisation de la distribution électrique sur le site. Les représentants de l'exploitant ont présenté aux inspecteurs l'organisation générale de la distribution de l'électricité sur le site, les consommateurs principaux ainsi que certaines particularités liées à l'exploitation ou d'anciens contrats avec le fournisseur d'électricité. Des informations sont précisées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : Compte tenu de l'ancienne particularité du contrat de fourniture d'électricité du site engendrant une capacité pour l'exploitant d'être autonome pendant plusieurs jours pour l'exploitation de ses installations, les inspecteurs constatent qu'il n'existe pas de documentation de « niveau supérieur » (par exemple liée au système de gestion de la sécurité) pour gérer une perte de l'alimentation électrique mais seulement des documents traduisant de l'organisation adoptée et d'ordre opérationnel lors d'un tel événement. Les inspecteurs considèrent que cette situation n'est pas contraire aux dispositions réglementaires compte tenu de la particularité exposée et de ses conséquences.

<p>Par ailleurs, au travers des différents échanges avec les représentants de l'exploitant, il apparaît que celui-ci dispose néanmoins d'une stratégie globale pour gérer une perte de l'alimentation électrique : mise en sécurité immédiate des installations du site puis reprise progressive et rapide de l'activité avec les secours disponibles avec, si nécessaire et selon les circonstances, des priorisations préalablement réfléchies (documentations transmises préalablement à la visite par l'exploitant concernant les priorités ou délestages possibles). Des informations sont précisées en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte de l'alimentation électrique, selon les déclarations des représentants de l'exploitant confirmant les indications de l'étude de dangers, les inspecteurs constatent que l'exploitant a pris les dispositions pour mettre en sécurité son exploitation et maintenir en fonctionnement les dispositifs de surveillance avant la reprise des consommations par les secours disponibles. Des informations sont précisées en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositifs de secours électrique (visualisation tests matériels)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'objet de ce point de contrôle est de tester la mise en route de certains dispositifs de secours. Par faute de temps, le test n'a pas été réalisé. En revanche, l'examen visuel rapide de certains dispositifs de secours n'appelle pas de remarque. Des informations sont précisées en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle concerne l'autonomie dont disposerait l'exploitant pour faire face à une perte d'alimentation électrique. Les inspecteurs constatent au travers des échanges avec les représentants de l'exploitant que celui-ci dispose d'une certaine autonomie avec les secours mis en place qui pourrait également être prolongée par l'arrêt de certains consommateurs d'électricité. Des informations sont précisées en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

Le contrôle par les inspecteurs de la traçabilité des derniers tests et maintenances réguliers des dispositifs de secours n'appelle pas de remarque.
Des informations sont précisées en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite